



**MIROSLAWA CZAJKA** a été arrêtée par la police à Kalisz pour avoir distribué de la presse indépendante. Elle risque une peine maximale de trois ans. Selon la presse occidentale, elle est le "premier prisonnier politique" d'après l'amnistie du 17 juillet. Cependant, selon la Commission d'aide du Primat à Varsovie, depuis l'amnistie, il y a dans les régions rurales déjà au moins 150 personnes arrêtées pour activités indépendantes.

**ZBIGNIEW BUJAK**, dirigeant la région Mazowsze de NSZZ "Solidarnosc", et Adam Michnik, un des principaux conseillers du syndicat, ont reçu le Prix Robert F. Kennedy des Droits de l'Homme. Ils recevront les 40.000\$ qui accompagnent la récompense.

**WLADYSLAW BARTOSZEWSKI** a reçu le prestigieux Prix de la Paix des libraires allemands le 6 octobre à Francfort. Hans Maier, le ministre de la Culture, a parlé de l'historien et essayiste polonais comme "le père et le pionnier de la réconciliation polono-allemande".

**LA DIRECTION** des entreprises Textilpol de Lodz augmente constamment les quotas de production à la pièce. Ces quotas déjà très hauts sont très difficiles à atteindre du fait de la baisse de la qualité des matières premières. Des produits "100% pure laine" n'ont que 80% de laine en réalité. Les ateliers de création de l'entreprise préparent des échantillons en neuf couleurs uniquement pour les expositions, pendant que les unités de production ont juste assez de matière première pour fabriquer en quatre couleurs. Le directeur est autorisé à étendre la semaine de travail au samedi, normalement un jour de congé, si le plan de production n'est pas atteint.

- Alors que la moitié de la production de textile est réservée à l'armée, les hausses de prix ne sont répercutées que sur le marché civil.

- La filature a acquis en occident quelques machines qui chôment. La direction prétend qu'elles sont trop compliquées à faire fonctionner.

**TOUTE L'EQUIPE** de montage des entreprises de construction du chemin de fer (PBK) a Olechowo près de Lodz a arrêté le travail en exigeant une augmentation de salaires. Quand le contremaître affirma qu'il ne pouvait décider dans ce domaine, l'équipe lui a demandé d'avertir le directeur. Celui-ci ignora la revendication, l'équipe quitta donc l'entreprise et trouva du travail dans une entreprise voisine.

**ANDRZEJ SLOWIK**, chef du conseil régional de NSZZ "Solidarnosc" de Lodz essaie de se faire réengager par les Entreprises de Transports Municipaux (MPK) où il était employé avant d'être nommé président régional du syndicat. Sa demande a été rejetée. Ses camarades de travail à MPK avaient fait une pétition en sa faveur mais lorsque l'affaire fut jugée, le témoignage de M. Bajer, le chef des néo-syndicats, a eu le plus de poids: il affirma froidement que Slowik n'avait pas été réengagé parce que l'équipe n'en voulait pas en son sein.

**DE NOMBREUX** prisonniers politiques ont des problèmes pour retrouver du travail après leur libération suite aux amnisties successives. Stanislaw Handzlik, par exemple, est un militant de Solidarnosc dans la région de Cracovie à qui on refuse un poste dans le charbonnage où il travaillait avant d'avoir été arrêté pour activités syndicales et cela malgré qu'il ait été libéré en juillet 1984. Plus récemment, Tadeusz Jedynak, un membre de la TKK libéré cette année après l'amnistie de juillet, n'a pas pu retrouver du travail dans le charbonnage qui l'occupait avant son emprisonnement. De nombreux autres syndicalistes ont eux aussi été empêchés de gagner leur vie en exerçant leur profession. NSZZ "Solidarnosc" maintient son fonds de soutien aux familles de ses militants et membres à qui on refuse du travail après leur libération.

**LES INSTITUTIONS INDEPENDANTES** de Basse Silésie, dont les activités recouvrent la science, l'instruction, la culture et la santé, ont conclu un accord de coopération. Le groupe comprend maintenant le comité pour une culture indépendante, le comité des sciences sociales, le conseil national de l'enseignement de Basse Silésie, la commission pour la santé sociale et le conseil pour un enseignement indépendant du conseil régional de NSZZ "Solidarnosc" (RKS) pour la Basse Silésie. L'accord vise un accroissement de l'efficacité dans les activités indépendantes à travers une aide mutuelle et une coordination des initiatives. L'accord et les activités sont soutenues par le RKS de Basse Silésie à qui on soumettra les rapports des activités du groupe.

#### LA REGION DE HAUTE SILESIE

Les activités de NSZZ "Solidarnosc" dans la région de Haute Silésie (Wroclaw) sont coordonnées par le RKS (conseil régional exécutif) dirigé par Marek Muszynski, un des membres de la TKK. Le RKS publie un rapport sur les activités syndicales dans la région. C'est une des régions où les cotisations de la base sont centralisées, ce qui permet une meilleure gestion des dépenses et des rentrées. C'est, par ailleurs la seule région où les cotisations sont en hausse: 478.910 zl entre juin et décembre 83, 2.391.274 zl en 84, 2.605.780 zl en 85 et en septembre 86, il y avait déjà plus de 3.000.000 zl et on pense atteindre les 4.000.000 pour la fin 86. Le RKS attribue ce succès à l'augmentation des membres du syndicat dans les entreprises autour de la ville de Wroclaw. De plus, le RKS vise à atteindre encore plus de membres hors de ce rayon.

Le RKS a mené une vigoureuse campagne, durant six mois, pour la libération des prisonniers politiques et en particulier, de son leader régional et fils préféré, Wladyslaw Frasyński. Le soutien à cette campagne a été très encourageant, d'autant plus qu'elle était loin d'être approuvée par les autorités. En fait, chaque participant risquait amendes, détention et même emprisonnement. C'est pourquoi l'amnistie a eu un grand impact moral sur les participants. Dans une déclaration du 15 septembre, le RKS remercie tous ceux que cette campagne a réunis et salue le retour des prisonniers libérés.

Dans une édition de son bulletin syndical, "Z dnia na dzien", le RKS résume les principaux événements de la campagne "Libérez Wladyslaw Frasyuniuk". Neuf groupes indépendant ou d'opposition ont joint leurs efforts en réponse à l'appel du RKS, qui avait publié dans la presse indépendante une liste officielle des événements prévus. Des réunions de prières quotidiennes étaient organisées dans les églises à l'intention de Frasyuniuk et des autres prisonniers. On créa un fonds d'aide aux victimes des répressions qui compta 585.810 zl en cinq mois soit deux fois plus qu'en 85 durant la même période. Une grève des communications, le 24 avril, a eu un succès modeste avec 30 à 40% des usagers participant à cette grève. Le 3 mai, la police a dû empêcher des milliers de personnes de participer à un rassemblement organisé par le RKS.

57 personnes ont déclaré formellement être prêtes à purger une partie de la peine à la place de Frasyuniuk. Une campagne de graffiti, non prévue par le RKS mais qui l'a soutenue, a fleuri sur les murs de la cité. Quelqu'un est même parvenu à peindre des inscriptions demandant la libération des prisonniers sur...un véhicule de la police.

Le conseil indépendant des étudiants a organisé des marches dans les rues. Les radios indépendantes, y compris radio "Solidarnosc" émirent sur Wroclaw des émissions demandant la libération des prisonniers politiques. Des milliers de tracts furent distribués dans la ville. Les signataires de la déclaration du "Mouvement pour la non-violence" organisèrent des protestations journalières. Certains eurent de grosses amendes, d'autres furent brièvement emprisonnés, mais tous retournèrent dans les rues.

Le RKS a aussi envoyé plusieurs appels au mouvement syndical indépendant international demandant un soutien. Toute la campagne visait à empêcher les autorités d'isoler Frasyuniuk et les autres prisonniers politiques du public et de l'opinion internationale. Chaque appel, chaque manifestation, chaque tract rappelait cruellement aux gardes-chiourmes communistes que leurs prisonniers n'étaient pas abandonnés par le syndicat et la société. Le rapport se termine par un gentil reproche à tous "les pessimistes de peu de foi" qui se sont refusés à croire que quelque chose pouvait être entrepris pour forcer la libération des prisonniers politiques.

"SABOTAGE ECONOMIQUE et terrorisme" sont les termes officiels dont usent la sureté et les procureurs pour ce qui est, sans conteste, un acte non-violent de protestation souvent employé par des membres et militants de NSZZ "Solidarnosc". Et l'amnistie du 17 juillet n'inclut pas les personnes condamnées en vertu de l'article 220 et suivants du Code Pénal qui touchent au "sabotage économique et au terrorisme".

Ainsi, Kazimierz Krauze et Jacek Zaba, deux travailleurs du dépôt de bus MPK de Cracovie, ont été arrêtés en mars 86 soi-disant pour avoir coupé les courroies de quelques trente bus le 13 décembre 85, anniversaire de l'imposition de la loi martiale. Les deux hommes vou-

laient rendre les véhicules temporairement hors service et créer ainsi une situation de grève. Jugés le 26 juin devant le tribunal provincial de Cracovie sur base de l'art.220, ils plaident coupable. Le procureur requiert une peine de 8 ans pour Krauze et 5 ans pour Zaba. Le juge Jozef Korbiel les condamna respectivement à 5 ans et à 18 mois de prison. Des sentences aussi lourdes n'avaient pas été prononcées à Cracovie depuis la loi martiale. Les avocats feront appel devant la Cour Suprême.

La police de Cracovie a annoncé avoir découvert un soi-disant réseau terroriste juste avant les fêtes du 1er mai cette année. Selon la presse officielle, le "réseau" avait déposé une bombe (qu'on a pas trouvé) dans une église de Bienczyce près de Nowa Huta. Quatre "terroristes" avaient été arrêtés, mais on a jamais donné leurs noms. La police a aussi arrêté deux étudiantes au début avril soi-disant parce qu'elles préparaient la chute d'un toit dans la vieille ville de Cracovie. Selon la police, tout cela avait été construit par des "terroristes impitoyables" et était prévu pour s'écraser sur la place du marché lors de la célébration officielle du 1er mai. Accusées d'avoir aidé à préparer un attentat terroriste, elles risquaient, selon l'art.142 de 6 mois à 5 ans de prison. Plus tard, en juillet, six étudiants et travailleurs ont été arrêtés toujours en rapport avec cette affaire du 1er mai, ils risquent de trois à quinze ans de prison.

"Solidarnosc" s'est toujours refusé, avec constance et conscience, et se refuse encore à user de violence. Le système communiste utilise, une fois de plus, des méthodes sournoises pour créer, en Pologne et à l'étranger, une image visant à discréditer NSZZ "Solidarnosc" en l'assimilant à une organisation terroriste.

EN SIGNANT LES ACCORDS DE GDANSK, les autorités avaient promis d'ouvrir un débat public sur la recherche d'un minimum social. Leurs promesses ne sont toujours pas tenues : on suppose que les recherches sont poursuivies mais tout cela reste strictement confidentiel. Sur base de la méthode d'estimation du minimum social publié par l'Institut du travail et des affaires sociales (IPiSS) en 1981, il est possible d'estimer approximativement que, aujourd'hui, le minimum social mensuel d'une famille de travailleurs est de :

- pour une personne isolée 11.242 zl.
- pour un couple ayant un enfant de moins de 3 ans 28.165 zl.
- pour un couple avec 2 enfants de moins de 3 ans 34.617 zl.
- pour un couple avec 2 enfants entre 16 et 20 ans 44.836 zl.
- pour un ménage de 2 personnes de plus de 65 ans 19.540 zl

Le revenu mensuel moyen dans une économie socialisée atteignait 19.900 zl. à la fin de 1985. Pour qu'une

famille polonaise type (avec 2 petits enfants) puisse tout juste atteindre le minimum social, les parents doivent tous deux travailler et avoir un salaire égal au revenu national moyen. L'échelle actuelle de paupérisation de la société en comparaison avec 1981 illustre la relation du minimum social au salaire moyen dans une économie socialisée constituée des catégories suivantes (le même indicateur pour 1981 est donné entre parenthèses) :

-pour une personne isolée	0,6 (0,3)
-couple marié avec un enfant de moins de 3 ans	1,4 (0,8)
-couple marié avec 2 enfants de moins de 3 ans	1,7 (1,0)
-couple marié avec 2 enfants entre 16 et 20 ans	2,2 (1,4)

Les données de dépenses pour la nourriture servent de base pour le calcul du minimum social. La consommation mensuelle de nourriture au niveau du minimum social dans les catégories spécifiques de ménages peut donc être estimée, selon les méthodes de l'IPiSS, comme suit:

Articles.U.	Isolé	Mariés 1 enf. -3ans	Mariés 2 enf. -3ans	Mariés 2 enf. 16/20	2 pers. +65ans
-------------	-------	---------------------------	---------------------------	---------------------------	-------------------

pain	kg	11,2	24,8	27,7	48,7	23,1
farine	"	0,7	1,3	1,5	2,3	1,5
céréales	"	1,0	2,7	3,4	4,4	2,7
pâtes	"	0,5	1,9	2,2	3,4	2,2
lait	l	10,7	38,1	54,8	51,7	30,4
fromage	kg	0,5	1,0	1,1	1,8	0,25
fro.blanc	"	0,8	2,4	3,4	4,6	2,7
crème	"	0,6	1,7	2,1	2,7	1,2
oeufs	pc	10	36	51	51	30
viande	kg	3,0	9,9	11,5	18,7	6,5
poisson	"	1,0	2,0	2,0	4,4	1,8
beurre	"	0,8	2,0	2,4	3,4	1,5
graisses	"	1,1	2,4	2,8	4,7	0,9
sucré	"	1,8	4,6	5,6	8,0	3,4
confiture	"	0,9	2,1	2,4	3,7	1,2
p.d.terre	"	12,2	29,2	34,1	55,9	21,9
légumes	"	8,7	26,2	35,7	27,9	13,9
fruits	"	2,6	9,3	13,5	12,8	5,2
autres:	environ 8% des dépenses alimentaires totales					

pourcentage du minimum social consacré à la nourriture						
consacré à la nourriture	37,3	41,9	42,1	44,0	40,5	

Les dépenses de nourriture sont calculées en divisant la consommation normative dans les catégories spécifiques de ménage par les produits alimentaires (au prix minimum) disponibles sur le marché, et, en supposant

que le rapport entre les dépenses alimentaires et les dépenses en général est constant, on peut aisément calculer le minimum social en général. Et il y aura des erreurs dans les données résultant de l'hypothèse de départ.

LE PRIX de la viande a encore augmenté de 8% depuis le 1er août. Les autorités polonaises justifient cette augmentation par l'accroissement des subsides aux fermiers qui grossissent le prix d'achat par l'Etat. En fait, le prix d'achat de viande de boeuf et de porc payé par l'Etat aux fermiers a augmenté 3,7 fois depuis 1980 alors que le prix de vente aux consommateurs de cette viande a quintuplé. Ces augmentations sont sensées compenser la hausse des prix de production. Par exemple, les engrais de nitrate ont triplé depuis 80, le chauffage, nécessaire à l'élevage des porc, a quintuplé et le prix des tracteurs a sextuplé. On a donc créé un cercle vicieux d'augmentations successives des prix de production et de maintenance dans l'agriculture.

En même temps, la consommation de viande a diminué de 74 à 60 kg (près de 20%), selon le bureau central de statistiques. Et il n'y pas la moindre indication laissant espérer la fin du rationnement de la viande bien que les prix de production et d'achat aient augmenté rapidement ces deux dernières années: 19% au cours des six premiers mois de 85 et de 17% pour la même période de 86. Pourtant, selon l'un des vice-ministres du gouvernement, le prix de la viande devrait encore augmenté de 25 à 30% pour pouvoir lever le rationnement.

Une prochaine hausse (de 20 à 30%) touchera les voitures. De plus, le prix du ticket de train subira lui aussi une hausse, sans la moindre amélioration, évidemment, dans les conditions de voyage. Au contraire, du fait de la suppression des vieux wagons, les trains compteront moins de voitures.

Le ministre des Communications prévoit une autre hausse du prix des appels téléphoniques (les communications locales sont déjà passées de 2 à 5 zł. Le pouvoir projette aussi des hausses du prix de l'essence, des cigarettes et de l'alcool. Les facteurs décidant des hausses sont souvent arbitraires et rarement économiquement fondés: les hausses du prix de la viande ont été, par exemple, postposées cet été, pour ne pas être annoncées durant le congrès du parti communiste. Il est donc clair que le taux d'inflation annuel de 10% pour 1986, qui est prévu par le plan, est totalement irréaliste.

SOURCES: Gotowosc no. 9 - 15.VI.86; no. 10 - 22.VII.86; Paragraf no. 8 - 25.V.86, no. 10 - 25.VIII.86; Iygodnik Mazowsze no. 178 - 15.VIII.86; Z dnia na dzien no. 22/441 - 23.VI-20.VII.86, no. 23/412 - 21.VII-17.VIII.86